



EDITO

Un vaccin sinon rien

Le monde entier confie tous ses espoirs dans la vaccination à grande échelle pour sortir de la crise provoquée par le Covid-19. Car seule la protection vaccinale d'une part conséquente de la population mondiale permettra de revenir à une certaine « normalité » de fonctionnement, de consommation et de commerce.

Le secteur de la pomme de terre n'échappe pas à ces enjeux : le fonctionnement des entreprises (de production, négoce ou transformation) reste impacté par l'absence d'employés ou ouvriers touchés par le virus et par des chiffres d'affaire amputés ; les flux de frites surgelées et autres produits finis sont toujours perturbés par les restrictions aux frontières, la faible disponibilité et la cherté des conteneurs frigos ; la consommation reste réduite par l'annulation en série des événements sportifs, culturels ou folkloriques, et par la fermeture de l'Horeca (dont la restauration rapide) et la restauration collective. Hormis quelques sous-secteurs plus chanceux tels que les chips ou la distribution de pommes de terre fraîches favorisés par la consommation à domicile, l'impact de la crise sur les activités du secteur est toujours bien réel.

Le petit monde de la pomme de terre attend donc d'être libéré, et reporte ses espoirs à chaque retard pris par les plans de vaccination mondiale. La sortie de crise est ainsi envisagée non plus dans le courant de la présente saison, mais plutôt à l'automne prochain... si tout va pour le mieux. Toute la difficulté est donc d'évaluer maintenant ce dont les marchés auront besoin dans 6 mois et plus. Quelles surfaces implanter dans les prochaines semaines ? Quels types de produits fabriquer pour quels marchés, locaux ou plus lointains ? Quel mode de valorisation (contrat ou marché libre) dans le contexte actuel toujours incertain ? Tant de questions sans réponse complète, qui mènent actuellement à une prise de risques bien supérieure à la normale pour tous les acteurs.

La vie du secteur se poursuit néanmoins, et nous essayons d'en donner un large écho dans ce Fiwap-Info en abordant les coûts de production actualisés (p. 14), les contrats 2021/2022 (p. 24), l'impact de la crise sanitaire sur l'activité industrielle (p. 39), le secteur bio (p.43) ou divers aspects techniques de la production (p.52), sans oublier les avertissements mildiou modernisés au travers de Vigimap (p. 63) auquel il est vivement conseillé de s'abonner.

Bonne lecture.

Pierre Lebrun, Directeur Fiwap.